

# Devenir Enseignant

## De moins en moins de postes ! Le CAPES et l'AGREG menacés



Enseigner, c'est le but de beaucoup d'entre nous, en commençant des études dans une filière littéraire ou de sciences humaines. C'est d'ailleurs un des principaux débouchés de ces études. Pour devenir enseignant dans le secondaire, il y a deux concours nationaux différents. Le **CAPES** est ouvert aux titulaires d'une licence. Cependant, la plupart des candidats ont fait une maîtrise.

Pour l'**AGREGATION**, la maîtrise est obligatoire. Les épreuves sont plus nombreuses, plus longues, et surtout il y a beaucoup moins de postes, ce qui rend le concours plus difficile. L'avantage d'être agrégé est double : dans le secondaire, on est payé plus pour un service moins lourd. D'autre part, c'est souvent indispensable pour pouvoir enseigner dans le supérieur.

## Un métier menacé : Sauvons le CAPES et l'Agrégation !

*Appel lancé en février 1999, et malheureusement toujours d'actualité.*

La politique de réforme globale de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur menée par les gouvernements successifs depuis plusieurs années s'attaque logiquement aux concours de recrutement d'enseignants.

Le ministère ne cache pas son intention de les supprimer à terme pour les remplacer par un diplôme pseudo-professionnel à bac +5 dans le cadre du 3/5,8 prévu par le rapport Attali. Mais il anticipe déjà cette suppression :

— par la dégradation des conditions de la préparation aux concours (ainsi par exemple le Rectorat de Paris saisit-il toutes les occasions de la perturber en Sorbonne) et du déroulement des épreuves, en particulier par l'organisation sous prétexte de décentralisation des épreuves orales dans des lieux notoirement incapables de les accueillir (dernier exemple, et le plus criant: le CAPES d'Histoire-Géographie à Châlons-en-Champagne).

— en encourageant les IUFM à persécuter les stagiaires ayant réussi les concours bien au-delà de leurs droits, déjà largement excessifs, et en prévoyant le renforcement de ceux-ci.

— en poursuivant et aggravant chaque année, en contradiction flagrante avec le discours officiel sur la priorité à l'Éducation nationale, la politique de baisse du nombre de postes mis aux concours. **En 2000, le nombre d'enseignants recrutés sera de quarante pour cent inférieur à celui de 1996.**

Nous voulons ici nous adresser aux enseignants, aux étudiants, aux lycéens, aux parents d'élèves, aux responsables politiques et à la presse pour **réaffirmer qu'il ne peut y avoir d'enseignement public de qualité sans professeurs recrutés en nombre suffisant, par concours portant sur leurs connaissances dans leur discipline et leurs capacités à les exposer.**

En conséquence, **nous demandons le maintien du CAPES et de l'Agrégation comme concours nationaux préparés dans les Universités sur une année complète, et l'affectation à leur préparation et à leur organisation de moyens budgétaires suffisants.** Comme il nous semble clair que les besoins ne sont pas moins importants depuis 1996, nous **demandons que le nombre de postes revienne au moins à celui de cette année, et soit planifié sur cette base pour au moins cinq ans.**

## Moins de postes, moins de profs !

### Les chiffres qui montrent la continuité d'une politique scandaleuse

		1996	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	1996-2007
<b>Histoire-géo</b>	<b>CAPES</b>	1320	865	1017	1030	850	1040	730	730	- 45 %
<b>Histoire</b>	<b>Agreg</b>	171	120	129	134	115	128	92	92	- 46 %
<b>Géo</b>	<b>Agreg</b>	50	36	39	40	35	39	29	29	- 42 %
<b>Philo</b>	<b>CAPES</b>	240	53	60	60	38	48	30	30	- 88 %
<b>Philo</b>	<b>Agreg</b>	88	80	82	82	64	72	47	47	- 47 %
<b>Eco et social</b>	<b>CAPES</b>	170	55	65	75	74	92	67	67	-60%
<b>Eco et social</b>	<b>Agreg</b>	49	28	30	34	30	33	23	23	-53%

Le nombre de postes est scandaleusement bas, au regard des besoins. Alors qu'il y a de plus en plus de départs en retraite, on constate une tendance générale à la baisse depuis 10 ans. Les

gouvernements (de gauche et de droite) compensent ce manque de profs titulaires, par l'embauche de personnel précaire. Cela s'appelle la casse de l'enseignement public en France.